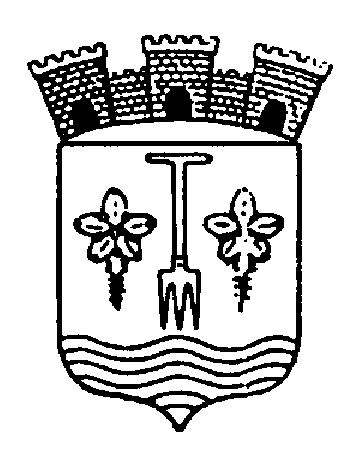
**DEPARTEMENT DE VAUCLUSE** REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté Egalité - Fraternité

Arrondissement de Carpentras



Althen-des-Paluds, le 28 Octobre 2020

## COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

MAIRIE

DE **Du 27 Octobre 2020**

**ALTHEN-DES-PALUDS**

84210  **La séance publique est ouverte à 18H30**

Téléphone : 04.90.62.01.02

Télécopie : 04.90.62.11.48

www.althendespaluds.fr

Le vingt-sept octobre deux mille vingt à dix-huit heures trente minutes, le conseil municipal d’ALTHEN-DES-PALUDS, légalement convoqué en date du 20 octobre deux mille vingt, s’est réuni, en séance publique, à la salle René Tramier, sous la présidence de Monsieur Marc MOSSÉ, 1er Adjoint.

**Présents :**

M. Marc MOSSÉ, Mr Aurélien CARLES, Mme Chantal RICHARD, Adjoints, Mr Yves-Michel ALLENET, Jean-Michel BENALI, Mme Valérie BRIES, Mr Yvan CAPO, Mme Anne CARBONNEL, Mme Sandrine CHASTEL, Mme Arlette GARFAGNINI, Mme Fabienne HENRY, Mr Bernard LE MEUR, Mme Marie-Laure MUSICHINI, Mme Odile NAVARRO, Mr Fabrice PAZIENZA, Mme Nathalie PUTTI, M. Christophe TONNAIRE.

**Absents ayant donné pouvoir :**

Michel TERRISSE a donné procuration à Marc MOSSÉ

Sylviane VERGIER a donné procuration à Chantal RICHARD

Gordon CRONNE a donné procuration à Fabrice PAZIENZA

Sandrine VOILLEMONT a donné procuration à Marie-Laure MUSICHINI

François BERTOLLIN a donné procuration à Aurélien CARLES

**Absents :**

M. Lucien STANZIONE

**Secrétaire de séance :**

M. Aurélien CARLES

**Décisions du Maire** :

*N° 13/2020* : Décision de préemption prise en application des articles L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales – Préemption d’un bien aux conditions financières différentes de celles de la Déclaration d’Intention d’Aliéner n° 20200700 – Vente SARL SEL/SAS ANGELOTTI

N°14/2020 : Cotisation Collectif Provençou

**Approbation du Conseil Municipal du 22 Septembre 2020**

M. CAPO décide de voter CONTRE pour l’approbation du compte rendu du conseil municipal du 22 septembre 2020 car les questions et les réponses qui ont été faites lors du dernier conseil municipal n’ont pas été entièrement retranscrites selon lui.

**20 voix pour – 2 contre (M. CAPO – Mme BRIES)**

**Délibération n°1 : Convention de prêt à titre gratuit de la parcelle cadastrée A 861 - Rapporteur : Marc MOSSÉ :**

Monsieur le Maire informe l’assemblée qu’une délibération avait été prise en 2004 aux fins de mettre à disposition aux propriétaires de La Gare une parcelle de terrain, anciennement dénommée A 246. En contrepartie de la mise à disposition, les propriétaires s’étaient engagés à l’entretenir, ce qui a toujours été le cas.

Courant Mai 2020, les propriétaires désirant vendre leur bien ont sollicité verbalement Monsieur le Maire pour acquérir ladite parcelle. Bien que cette dernière ne représente pas d’intérêt stratégique pour la commune, Monsieur le Maire a refusé, mais a accepté de prolonger l’autorisation d’en jouir tant aux propriétaires actuels, qu’aux futurs acquéreurs, sous réserve de l’autorisation du Conseil Municipal.

M. et Mme LOFDAHL José ayant procédé à l’acquisition de La Gare il y a quelques semaines, il s’agit donc de louer à titre gratuit une partie de la parcelle située juste en face de leur propriété.

Il est précisé que ladite parcelle cadastrée A 861 a une surface totale de 3153 m, mais que la convention concernerait seulement la partie se trouvant juste en face de leur propriété, ce qui représente une surface d’environ 1900 m².

Il convient donc d’autoriser Monsieur le Maire à signer une convention d’occupation à titre précaire et révocable avec les nouveaux propriétaires, Monsieur et Madame LOFDAHL José et de préciser que la location sera exercée à titre gratuit en contrepartie du parfait entretien dudit terrain.

**VOTE A L’UNANIMITE - 22 voix pour**

**Délibération n°2 : Délibération de principe autorisant le recrutement d’agents contractuels pour remplacer des agents publics momentanément indisponibles - Rapporteur : Odile NAVARRO :**

Monsieur le Maire expose au Conseil que les besoins du service peuvent justifier le remplacement rapide de fonctionnaires territoriaux ou d’agents contractuels de droit public indisponibles dans les hypothèses exhaustives suivantes énumérées par l’article 3-1 de la loi du 26 janvier 1984 :

- temps partiel ;

- congé annuel ;

- congé de maladie, de grave ou de longue maladie ;

- congé de longue durée ;

- congé de maternité ou pour adoption ;

- congé parental ;

- congé de présence parentale ;

- congé de solidarité familiale ;

- accomplissement du service civil ou national, du rappel ou du maintien sous les drapeaux ou de leur participation à des activités dans le cadre des réserves opérationnelle, de sécurité civile ou sanitaire ;

- ou enfin en raison de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Il convient donc d’autoriser Monsieur le Maire à recruter des agents contractuels de droit public dans les conditions fixées par l’article 3-1 de la loi du 26 janvier 1984 pour remplacer des fonctionnaires territoriaux ou des agents contractuels de droit public momentanément indisponibles.

Précise que la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus se fera selon la nature des fonctions concernées par leur expérience et leur profil.

M. CAPO demande si on a vraiment besoin aujourd’hui de ces contrats. M. MOSSÉ lui répond que c’est la Trésorerie qui nous a demandé de voter cette délibération afin de préciser le motif prévoyant le remplacement pour absence des agents en cas de maladie, congés maternité, … M. CAPO demande si la commune est vraiment concernée pour motifs d’absence. M. MOSSÉ lui répond que la commune est bien concernée car il y a actuellement un agent en arrêt maladie, ainsi qu’un agent en congés maternité.

**VOTE A L’UNANIMITE – 22 voix pour**

**Délibération n°3 : Prise en charge du compte personnel de formation -Rapporteur : Arlette GARFAGNINI :**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que l'employeur prend en charge les frais pédagogiques qui se rattachent à la formation suivie, au titre du compte personnel de formation.

La prise en charge des frais peut faire l'objet de plafonds.

Monsieur le Maire propose au Conseil de fixer les modalités comme suit :

* Plafonnement de la prise en charge des frais pédagogiques, se rattachant à la formation suivie au titre du compte personnel de formation à 500 € par an et par agent dans la limite d’une dépense de 3 000€ par année civile pour la collectivité
* Prise en charge des frais occasionnés par le déplacement des agents lors de ces formations plafonné à 100 € par an et par agent.

Monsieur le Maire précise que le Comité Technique du Centre de Gestion a été saisit en date du 23 octobre 2020.

M. CAPO demande si le budget est respecté par rapport à la somme de 3.000 € annoncée pour la formation lors d’un autre conseil municipal. M. MOSSÉ précise que cette dépense rentrera bien dans le budget de la commune. Il demande également combien d’agents de la commune sont concernés et M. MOSSÉ lui répond que pour le moment aucun. Cette somme permet de plafonner l’aide à la formation personnelle des agents tout en indiquant la volonté de la Mairie d’y participer.

M. MOSSÉ précise qu’il s’agit de formation personnelle de l’agent dans le cadre de leur quota d’heure de formation.

**VOTE A L’UNANIMITE – 22 voix pour**

**Délibération n°4 : Signature d’un avenant de prolongation du contrat enfance jeunesse pour 2020 - Rapporteur : Nathalie PUTTI :**

Monsieur le Maire expose au conseil que le Contrat Enfance Jeunesse s’est terminé en décembre 2019 et qu’afin d’éviter toute rupture contractuelle, la Caisse d’Allocations Familiales nous propose de signer un avenant pour l’année 2020. Il précise que cette décision a été adressé par la CAF tardivement du fait du COVID 19.

Il précise également que l’ensemble des actions de 2019 (flux et stock) seront reprises dans leur intégralité (actes, capacité et budget) pour 2020 et qu’il n’y aura donc pas de diagnostic à mettre à jour, ni de fiches actions à compléter.

Il convient donc d’autoriser Monsieur le Maire à signer un avenant de prolongation du Contrat Enfance Jeunesse pour 2020.

**VOTE A L’UNANIMITE – 22 voix pour**

**Délibération n°5 : Opposition au transfert de la compétence PLU à la Communauté de Communes ls Sorgues du Comtat - Rapporteur : Aurélien CARLES :**

Monsieur le Maire informe le Conseil que la loi n°2014.366 du 24 mars2014 pour l’accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) modifie dans son article 136 les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux compétences de communautés de communes.

Cette loi organise un nouveau transfert de droit de cette compétence. Ainsi les communautés de communes qui n’auraient pas pris la compétence en matière de PLUi deviendront compétentes de plein droit, le premier jour de l’année suivant l’élection du président de la communauté de communes, soit au 1er Janvier 2021.

Cependant la loi organise à nouveau une période durant laquelle un droit d’opposition peut être exercé par les communes membres : si, dans les trois mois précédant le 1er janvier 2021, au moins 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population s’y opposent, ce transfert de compétence n’aura pas lieu.

Monsieur le Maire propose donc au conseil de s’opposer au transfert de compétence du PLUi (Plan Local Urbanisme Intercommunal) à la Communauté de Communes les Sorgues du Comtat.

M. MOSSÉ précise que cette délibération fait suite aux nouveaux transferts de compétence à la Communauté de Communes Les Sorgues du Comtat adoptés lors du Conseil Municipal du 22 septembre dernier, mais la loi permet aux communes qui le souhaitent de conserver cette compétence de PLU.

**20 voix pour – 2 abstentions (M. CAPO – Mme BRIES)**

**Délibération n°6 : Subvention exceptionnelle de solidarité au profit des sinistrés du Département des Alpes Maritimes - Rapporteur : Marie-Laure MUSICHINI :**

Monsieur le Maire informe le Conseil que l’Association des Maires et l’Association des Maires ruraux des Alpes-Maritimes lancent un appel aux dons pour les communes sinistrées des vallées des Alpes-Maritimes suite à la tempête meurtrière qui a lourdement frappé le territoire.

Le 2 octobre 2020, la tempête « Alex » a ravagé les vallées de la Vésubie, de la Roya et de la Tinée provoquant des inondations destructrices.

Aujourd’hui, les nombreuses communes touchées par ce sinistre sont aidées à travers différents élans spontanés de solidarité mais aussi par l’Association des Maires et l’Association des Maires ruraux des Alpes-Maritimes qui collectent les dons et les reversent immédiatement aux communes les plus sinistrées.

La commune souhaite s’inscrire dans ces démarches de solidarité.

En conséquence Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de verser une subvention exceptionnelle de 1.000 € à l’Association des Maires des Alpes-Maritimes afin de soutenir les actions de solidarités.

Il est précisé qu’au regard de la situation, il est préférable de faire un don financier plutôt qu’un don en nature. M. CAPO demande si cette subvention va être faîte par la commune ou par le CCAS et pourquoi n’a-t-on pas voté une subvention au niveau de la Communauté de Communes afin que toutes les communes participent. M. MOSSÉ précise que cette aide est prise sur le budget de la commune et que la Communauté a déjà voté le 12 octobre dernier une aide de 2.000€.

M. CAPO demande qu’elles sont les raisons d’une telle décision d’aide pour les Alpes Maritimes, par rapport à d’autres communes qui ont déjà été sinistrées. Il lui est précisé que la Commune a déjà aidé des communes dans le passé pour des situations similaires à celle-ci.

M MOSSÉ prend la parole et précise que la commune a décidé de répondre favorablement à la proposition de l’Association des Maires afin que les priorités d’aide soient réalisées auprès des communes sinistrées. Il précise que cette démarche s’inscrit dans l’élan de solidarité du département de Vaucluse qui en avait bénéficié lors des inondations de 1992 et de l’action vauclusienne des maires au même titre que celle des sapeurs-pompiers de Vaucluse notamment les Jeunes Sapeurs-Pompiers qui pendant leurs vacances sont partis aider au nettoyage.

**VOTE A L’UNANIMITE – 22 voix pour**

**Délibération n°7 : Tarification du séjour hiver 2021 de l’accueil jeunes 11 à 17 ans - Rapporteur : Anne CARBONNEL :**

Dans le cadre de sa politique jeunesse, la municipalité a décidé de reconduire le séjour hiver pour les jeunes fréquentant l’Accueil Jeunes. Le séjour se déroulera du samedi 27 février au vendredi 5 mars 2021 à Vars. La tarification a été élaborée lors de la commission enfance jeunesse du 15 septembre 2020 avec les élus présents. Il a été décidé de conserver la tarification 2020.

Tarification pour les résidents d’Althen-des-Paluds

|  |  |
| --- | --- |
| **QUOTIENT FAMILIAL** | **PARTICIPATION FAMILIALE 2021** |
| **0 à 485€** | **250** |
| Deuxième enfant | 215 |
| **485 à 970€** | **290** |
| Deuxième enfant | 255 |
| **970 à 1125€** | **330** |
| Deuxième enfant | 300 |
| **1125 à 2250€** | **370** |
| Deuxième enfant | 340 |
| **+ 2250€** | **410** |
| Deuxième enfant | 395 |

Tarification pour les résidents de l’intercommunalité Les Sorgues du Comtat

|  |  |
| --- | --- |
| **QUOTIENT FAMILIAL** | **PARTICIPATION FAMILIALE 2021** |
| **0 à 485€** | **330** |
| **485 à 970€** | **370** |
| **970 à 1125€** | **410** |
| **1125 à 2250€** | **450** |
| **+ 2250€** | **490** |

Tarification pour les résidents des communes extérieures

|  |  |
| --- | --- |
| **QUOTIENT FAMILIAL** | **PARTICIPATION FAMILIALE 2021** |
| **0 à 485€** | **718** |
| **485 à 970€** | **728** |
| **970 à 1125€** | **738** |
| **1125 à 2250€** | **748** |
| **+ 2250€** | **738** |

M. MOSSÉ apporte quelques précisions sur le séjour choisi ainsi que des conditions d’hébergement.

**VOTE A L’UNANIMITE – 22 voix pour**

**Délibération n°8 : Tarification du séjour hiver 2021 de l’ALSH - Rapporteur : François BERTOLLIN :**

Dans le cadre de sa politique jeunesse, la municipalité a décidé de reconduire le mini-camp hiver. Celui-ci se déroulera du lundi 1er au vendredi 5 mars 2021 à Vars. La tarification a été élaborée lors de la commission enfance jeunesse du 15 septembre 2020 avec les élus présents. Il a été décidé de conserver la tarification 2020.

Tarification pour les résidents d’Althen-des-Paluds

|  |  |
| --- | --- |
| **QUOTIENT FAMILIAL** | **PARTICIPATION FAMILIALE 2021** |
| **0 à 485€** | **140** |
| Deuxième enfant | 120 |
| **485 à 970€** | **165** |
| Deuxième enfant | 145 |
| **970 à 1125€** | **190** |
| Deuxième enfant | 175 |
| **1125 à 2250€** | **215** |
| Deuxième enfant | 200 |
| **+ 2250€** | **240** |
| Deuxième enfant | 230 |

Tarification pour les résidents de l’intercommunalité Les Sorgues du Comtat

|  |  |
| --- | --- |
| **QUOTIENT FAMILIAL** | **PARTICIPATION FAMILIALE 2021** |
| **0 à 485€** | **215** |
| **485 à 970€** | **240** |
| **970 à 1125€** | **270** |
| **1125 à 2250€** | **295** |
| **+ 2250€** | **320** |

Tarification pour les résidents des communes extérieures

|  |  |
| --- | --- |
| **QUOTIENT FAMILIAL** | **PARTICIPATION FAMILIALE 2021** |
| **0 à 485€** | **470** |
| **485 à 970€** | **480** |
| **970 à 1125€** | **490** |
| **1125 à 2250€** | **500** |
| **+ 2250€** | **510** |

**VOTE A L’UNANIMITE – 22 voix pour**

**Délibération n°9 : Demande de subvention à la Ligue Méditerranée de Football dans le cadre du projet de création de nouveau vestiaire - Rapporteur : Jean-Michel BENALI :**

Monsieur le Maire informe Le Conseil, que le Sporting Club Althen (SCA) souffre d’un manque de locaux fonctionnels depuis de nombreuses années, qui s’est amplifié avec l’arrivée depuis deux ans d’une équipe féminine senior.

Aussi il est envisagé de compléter l’équipement existant qui est de deux vestiaires joueurs, par la construction d’un nouveau vestiaire en structure modulaire pour un montant d’environ 51.163.30€ HT.

Monsieur le Maire demande l’autorisation au Conseil Municipal de solliciter une subvention exceptionnelle à la Ligue Méditerranée de Football dans le cadre du fonds d’Aide au Football Amateur (F.A.F.A.) pour un montant de 25.000 €, soit 50 % du montant total, pour l’acquisition du vestiaire en structure modulaire.

M. CAPO demande pourquoi le choix s’est porté sur une structure modulaire. M. MOSSÉ lui répond que lors du précédent mandat une étude avait déjà été faite et qu’une construction traditionnelle reviendrait à plus de 150.000 €. Le tarif d’une construction modulaire est donc beaucoup moins élevé.

M. MOSSÉ précise que l’ancienne buvette sera démolie afin de mettre en place la structure modulaire qui viendra en complément des 2 vestiaires existants.

**VOTE A L’UNANIMITE – 22 voix pour**

**QUESTIONS DIVERSES**

* Rapport d’activité 2019 du Syndicat Rhône Ventoux
* Rapport de gestion de VALLIS HABITAT pour l’année 2019
* Rapport d’activité 2019 de Grand Delta Habitat

M. CAPO demande où en est la commune pour le projet de Maison Médicale, suite au départ du Docteur Masson. M. MOSSÉ lui répond qu’il ne peut pas donner de date à ce jour, mais le projet est toujours en cours d’étude et que M. le Maire a plusieurs pistes afin qu’une solution soit rapidement trouvée.

Mme BRIES constate qu’il y a de nombreux travaux en cours, alors qu’aucune commission urbanisme n’a encore eu lieu. Elle demande quand aura lieu la prochaine commission.

M. MOSSÉ lui répond qu’il entend sa question et précise qu’une commission aura lieu prochainement pour parler notamment des projets de travaux qui sont actuellement étudiés pour l’élaboration du budget 2021 au niveau de la Communauté de Communes, et qu’elle sera bien sûr convoquée lors de la prochaine commission. Mme BRIES demande quels sujets seront abordés lors de la prochaine commission. M. MOSSÉ précise que dans le cadre des projets urbanismes, il reçoit actuellement différents promoteurs pour le projet de l’OAP du Four Bonjean et que par la suite ces propositions seront bien sur présentées en commission urbanisme.

M. CAPO demande des renseignements suite aux repas qui ont été préparés par deux intervenants extérieurs, non employés, dans le cadre de la semaine du goût. Est-ce qu’une convention a été établie, est ce légal, est-ce protocolaire, il se pose beaucoup de questions.

M. MOSSE précise que comme les années précédentes, des personnes sont intervenues sans convention particulière, dans le respect des règles d’hygiène et de sécurité sous l’autorité du chef de la cuisine. M. CAPO demande si une charte sanitaire existe. M. MOSSÉ lui répond que les deux intervenants locaux travaillent déjà dans ce milieu et qu’ils ont une large connaissance des consignes à appliquer et que d’autre part un protocole existe déjà au niveau de la cuisine et que lesdites consignes de ce protocole ont bien sûr été appliquées.

M. MOSSÉ précise que les fournitures ont été achetés par le responsable du restaurant scolaire et qu’il a appliqué la procédure habituelle dans le respect des mesures d’hygiène, appliquées chaque jour, et il précise que les enfants étaient ravis de ces menus à thème.

Par ailleurs Mr le Maire se pose la question pour refaire une nouvelle semaine du goût afin de permettre à 2 autres restaurateurs locaux de faire apprécier leur cuisine.

M. MOSSÉ demande à M. CAPO s’il a épuisé toutes ses questions. Ce dernier confirme qu’il n’a en effet plus de questions à poser.

**L’ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à dix-neuf heures quinze minutes.**

Le Premier Adjoint,

Marc MOSSÉ.